

<https://ricochets.cc/Kanaky-la-repression-coloniale-continue-7654.html>



Kanaky : la répression coloniale française continue

- Les Articles -



Publication date: dimanche 23 juin 2024

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Après avoir allumé l'incendie qui a provoqué des morts et de nombreux blessés, La Macronie continue de jeter de l'huile sur le feu en "Nouvelle Calédonie".

C'est à l'image de ce qu'elle fait en France avec les législatives précipitées et sa porte ouverte à l'arrivée officielle de l'extrême droite au pouvoir : la tyrannie macroniste crée une autoroute à l'extrême droite, puis elle enlève les péages et lui aplanit le terrain.

La macronie, ses alliés et ses diverses variantes d'extrême centre, c'est le chaos et la violence, à l'image du système capitaliste et du modèle politique antidémocratique qu'elle veut maintenir à tout prix.

Ô KANAKY : LA RÉPRESSION COLONIALE CONTINUE

Pendant que le chaos politique s'empare de la France métropolitaine, la répression coloniale continue de s'abattre en Kanaky, archipel sous domination française à l'autre bout du monde, où Macron a allumé le feu par ses décisions irresponsables, puis envoyé l'armée pour mater la population. Quelques nouvelles.

4 9e mort

Le 18 juin, Lionel Païta a été inhumé en bas d'un sapin qui avait été planté à sa naissance dans sa commune d'origine, en présence d'une foule venue de toute la Kanaky. Le jeune homme de 26 ans, surnommé « Yonyon », a été abattu par un gendarme le 3 juin. Il a reçu un tir dans la tête, près d'un des nombreux barrages érigés par le peuple en lutte, et est décédé quatre jours plus tard.

« Il ne faut plus qu'il y ait de Yonyon » a déclaré un membre de la famille du défunt lors des funérailles. Son père a témoigné sa colère : « Mon fils s'est sacrifié. Il rejoint le rang des gens qui se sont sacrifiés pour le pays, comme Eloi Machoro », en référence au leader indépendantiste tué par l'État français en 1985.

Depuis le 12 mai, 9 morts ont été recensés lors des révoltes sur l'archipel : deux gendarmes dont un par un tir « ami » de ses propres collègues, et l'autre dans une fusillade dont les circonstances semblent troubles. Un « caldoche », le surnom des blancs vivant en Kanaky, a trouvé la mort alors qu'il forçait un barrage. Enfin, 6 Kanaks ont été assassinés, dont deux hommes de 19 et 36 ans abattus par des colons, le plus jeune d'une balle dans le dos alors qu'il fuyait, mais aussi une adolescente de 17 ans d'une balle dans la tête au milieu d'une route, et un autre le 24 mai, par des policiers en civils. Lionel Païta rejoint cette tragique liste.

Par ailleurs, des dizaines de Kanaks ont été blessés par balle par les milices de colon, et leur nombre ainsi que les séquelles ne sont pas connues.

4 Un policier kanak agressé par les milices racistes

Mercredi 5 juin, le parquet de Nouméa annonçait l'ouverture d'une enquête après la plainte d'un policier d'origine kanak. Ce fonctionnaire, qui n'était pas en service, a été tabassé sur une barricade érigée par des colons dans un quartier de Nouméa à majorité « caldoche ».

Le 4 juin, la chaîne de télévision Nouvelle-Calédonie la 1re révélait ces faits remontant au 1er juin. Ce policier en civil rentrait à pied chez son grand-père à Nouméa lorsque cette milice blanche, prétendument « d'autodéfense », lui a bloqué la route avant de le frapper. Il a été « blessé aux bras et aux jambes », et a appelé ses collègues en renforts. La milice coloniale ne savait pas qu'il était policier, elle n'a vu qu'un Kanak, et s'est donc autorisée à le violenter.

Sur place se trouvait un élu de droite qui est aussi deuxième vice-président de la province sud, nommé Gil Brial. Ces milices sont lourdement armées et complètent, de manière extra-légale, la violence exercée par les forces de l'ordre.

4 Arrestations en série

Depuis un mois, la CCAT - Cellule de coordination des actions de terrain - est dans le viseur des autorités, car elle appelle à la mobilisation contre la réforme du corps électoral.

Ce mercredi 19 juin au matin, 11 militants indépendantistes dont le responsable de la CCAT ont été arrêtés et des locaux d'organisations politiques et syndicales ont été perquisitionnés. Parmi les interpellés se trouve Christian Tein, cadre de l'Union calédonienne et porte-parole de la CCAT, qui avait été assigné à résidence quand l'État a décrété l'état d'urgence en Kanaky. Le siège de l'Union calédonienne, où une conférence de presse devait avoir lieu, ainsi que le local de l'UTSKE, le syndicat indépendantiste de gauche, ont été perquisitionnés.

Les personnes arrêtées sont accusées de charges lourdes, comme « association de malfaiteurs », « complicité par instigation des crimes de meurtre » et « tentative de meurtre sur personne dépositaire de l'autorité publique ». Elles risquent jusqu'à 96 heures de garde à vue et de lourdes peines.

Ces arrestations, éminemment politiques, ont lieu alors que le tribunal de Nouméa tourne à plein régime pour enfermer les révoltés. Pendant ce temps, les milices coloniales agissent sous protection de l'État.

(post de Contre Attaque)

► Suite des arrestations, avec prison préventive et transfert discriminatoire en France :

[Nouvelle-Calédonie : le chef de la CCAT et plusieurs indépendantistes envoyés en détention provisoire en métropole](#)

Soupçonnés d'avoir orchestré les émeutes dans l'archipel, onze militants kanak, dont Christian Tein, le chef de la Cellule de coordination des actions de terrain (CCAT), vont être incarcérés à Mulhouse ou Blois. Du jamais-vu depuis les événements des années 1980. Leurs avocats se disent « abasourdis ».



Kanaky : la répression coloniale française continue

MACRON RELANCE L'INCENDIE EN KANAKY

En faisant arrêter et incarcérer en métropole 11 dirigeants indépendantistes dont le dirigeant de la CCAT, Macron qui parlait de dialogue, a choisi la manière forte comme avec sa dissolution putschiste. Il va récolter la tempête.

Barrages du 22 juin parmi bien d'autres à Poya, Province Nord, au quartier Montravel à Nouméa, à Bourail

(post de J Chastaing)



Kanaky : la répression coloniale française continue 21 ou 22 juin 2024



Kanaky : la répression coloniale française continue